



Rapport d'activité 2016

Le mot de la présidente

Pour Aspasia, l'année 2016 a été une année de défis et de projets. Tout d'abord, grâce au soutien de l'OFSP, nous avons pu élargir notre action vers d'autres horizons. Une partie de ce travail nous a permis de mettre en place un réseau d'échange de bonnes pratiques et de partage de connaissances avec nos voisins de Lausanne, l'équipe de Fleur de Pavé. Ces contacts ont permis d'améliorer notre travail quotidien et d'approfondir notre réflexion. Cette collaboration enrichissante se poursuivra cette année et nous nous réjouissons d'en voir les résultats.

Une nouvelle permanence a été ouverte pour accueillir les femmes européennes souhaitant bénéficier du permis dit « des nonante jours ». Ces « saisonnières » du sexe se rendent pour quelques mois en Suisse pour pratiquer le travail du sexe. Représentant une part non négligeable des personnes exerçant la prostitution à Genève, elles sont néanmoins difficiles à atteindre en raison de la brièveté de leur séjour. Avec cette opportunité, nous profitons de leur arrivée en Suisse pour réaliser un premier contact avec elles, leur transmettre des informations de base sur leurs droits et devoirs à Genève et les messages de prévention. Cela peut s'avérer d'autant plus important que nombre d'entre elles n'exercent pas le travail du sexe dans leur pays.



Par ailleurs, le terrain rencontré par Aspasia et Boulevard semble montrer une péjoration des conditions de travail. Outre une concurrence accrue pouvant faire pression sur les travailleuses du sexe, un cas de traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle a été mis en évidence. Cette situation nous a posé de nombreuses questions. De ce point de vue, un travail institutionnel sur l'identification des victimes de traite a été mis en place, et nous espérons que cela aboutira à une prise en charge plus efficace et soutenante. J'en profite ici pour remercier tous les membres de l'équipe pour leur travail et leur dévouement.

Pour Aspasia, l'année 2016 aura aussi été la dernière année de travail de notre coordinatrice Marianne Schweizer, qui a travaillé plus de 20 ans avec nous. Ce fut une merveilleuse collaboratrice, compétente et motivée. C'est avec une grande émotion que nous l'avons vue partir pour une belle aventure, la retraite ! Nous ne pouvons que la remercier et lui souhaiter de belles années. Heureusement, elle ne nous quittera pas pour longtemps, et devrait sous peu s'intéresser à la mise en valeur du Fond Grisélidis Réal, cédé récemment par les enfants de cette dernière.

Nous prendrons également congé cette année de notre chargé de communication Michel Felix de Vidas, qui part à la retraite cet été et que je remercie pour son précieux apport au fonctionnement d'Aspasia. Pour les remplacer, nous avons opté pour une co-coordination. Nous avons donc accueilli en janvier 2017 deux nouvelles collaboratrices à la tête d'Aspasia, Isabelle Boillat et Pénélope Giacardy, et c'est avec plaisir que nous continuerons cette aventure avec elles.

En vous remerciant de votre soutien et de votre attention, je vous souhaite une très bonne lecture.

Sara Arsever, Présidente

Du Passé vers l'Avenir par Marianne Schweizer

Débutante en 1996 à Aspasia, je n'avais aucune vision de ce milieu, juste l'idée que la prostitution a toujours fait partie des sociétés. C'est une réalité dont je voulais bien faire connaissance et, si possible, contribuer à la résolution de certains problèmes. Concernée par tout ce qui traite du social, de l'humain, du relationnel, je considère que les personnes qui exercent cette activité sont avant tout des êtres humains et travailler avec des femmes m'intéresse.

A cette époque, l'équipe était composée de deux travailleuses sociales et d'une secrétaire. Ce trio, implanté au cœur des Pâquis, s'adressait avant tout aux femmes du quartier. Mon mandat consistait à explorer de nouveaux terrains et implanter le projet « Barfüsserfrauen », conçu par Brigitte Obriste, une ancienne travailleuse du sexe, employée par l'Aide Suisse contre le Sida (ASS). Il fallait mettre sur pied et former une équipe de médiatrices culturelles, capables d'amener les messages de prévention à leurs compatriotes TdS dans les salons de massage, bars, cabarets et autres lieux où s'exerce la prostitution dans le canton. Cette action, développée dans toutes les régions suisses sous le nom APIS est devenue APM à Aspasia. Dans un premier temps, il fallait me former sur les questions VIH, santé, spécificités du métier, aspects juridiques, permis...et faire connaissance avec les TdS du quartier, certaines personnalités hautes en couleur, co-fondatrices d'Aspasia avec une forte identité professionnelle, parfois féroces devant la concurrence de nouvelles arrivantes.

Je me souviens du précieux soutien apporté par mes collègues et des liens très rapidement créés avec les associations locales (p.ex. SOS Femmes), nationales (p.ex. Xenia) et internationales (p.ex. TAMPEP). Toutes ces rencontres ont nourri la création de méthodes et de stratégies pour aller à la rencontre des TdS migrantes qui ne s'identifiaient pas du tout à la prostitution. Elles étaient masseuses dans un salon, danseuses dans un cabaret, hôtesse dans un bar ou escortes. Il a fallu trouver les mots pour créer la confiance avant de pouvoir entrer en matière.

Je retrouve dans mes cahiers de bord une estimation du nombre de TdS actives en 1997 : environ 400 dans une centaine de salons, environ 200 dans les bars à champagne, environ 350 dans la rue, 120 à 130 par mois dans les cabarets selon les statistiques fédérales, donc environ 1080 actives dans le canton. Le 23 mars 2017, le GHI annonce que la barre des 10'000 TdS inscrit.e.s à la police genevoise a été franchie. La police nuance : « beaucoup de prostituées qui cessent leur activité ne demandent pas forcément à être radiées du registre. Il est donc impossible de quantifier avec exactitude les personnes qui exercent de manière régulière. Nous estimons leur nombre entre 800 et 1000. » Le titre de l'article : « Boom de la prostitution » ! En vingt-et-un ans, j'ai lu environ tous les six mois dans les médias que la prostitution explose, que la concurrence augmente et que les prix sont cassés. C'est également la phrase que j'ai entendue dans la bouche des TdS depuis mes premières rencontres jusqu'à aujourd'hui. En réalité, la prostitution est un commerce qui subit la concurrence comme tous les commerces et l'éventail des prix reste très large.

Ce qui a changé, par contre, c'est la mobilité. Les TdS arrivent et repartent beaucoup plus rapidement. Les pays de provenance fluctuent constamment en fonction des réalités sociopolitiques et économiques internationales. Nous observons également une précarisation, on peut parler de « working poors » dans le travail du sexe. Il y a donc davantage de personnes qui ont besoin d'information et de prévention et il faut adapter les messages à leurs réalités, cultures et langues si l'on veut obtenir des résultats.

Un autre changement important concerne la gestion publique de la prostitution. D'un simple règlement d'une page en 1996 à la LProst entrée en vigueur en 2010, la situation des TdS ne s'est pas améliorée. Par exemple, les femmes n'ont dorénavant plus le droit de partager un lieu de travail en tant qu'indépendantes. Dès deux personnes, le local est considéré comme un salon érotique, une des deux personnes doit se déclarer patron.ne, répondre à un grand nombre d'exigences administratives et exercer un contrôle sur l'autre personne. Avec cette mesure, beaucoup de TdS se sont retrouvées à la rue, pas seulement des migrantes qui sont reparties ailleurs mais aussi des dames suisses de 40 ou 50 ans qui ont exercé ce métier toute leur vie. Sans aucune mesure de réorientation

professionnelle, elles se trouvent à l'assistance publique. Globalement, les TdS ont perdu une grande partie de leur autonomie et les conditions de travail se sont détériorées avec des propriétaires et des intermédiaires qui dominent le secteur des salons. Cette loi, sous le prétexte de vouloir protéger les femmes, favorise *de facto* une exploitation parfois féroce. A Zurich, la même erreur avait été commise, mais le parlement a compris le désastre et voté en 2016 une révision de la loi qui permet à nouveau à deux TdS de travailler ensemble sans devoir se déclarer comme salon. Nous espérons que nos parlementaires auront la même intelligence que leurs collègues d'outre-Sarine et suivront les recommandations de la Cour des Comptes.

Des centaines de travailleuses et travailleurs du sexe, des dizaines de collègues, cinq présidentes, de nombreuses et nombreux bénévoles, d'innombrables collaboratrices et collaborateurs de tous horizons m'ont appris le métier et la richesse de l'humain. Je les remercie du fond du cœur pour leurs engagements et leur compagnonnage dans ce cheminement. Bonne continuation à Aspasia, bonne route à celles et ceux qui continuent le combat, car tant que la pauvreté n'aura pas été abolie, la prostitution existera, le travail du sexe reste une source de revenus pour des milliers de personnes qui méritent le respect et de bonnes conditions de travail.

NO BAD WHORES.
JUST BAD LAWS.

TABLE DES MATIÈRES

PERMANENCES & ACCUEIL : QUATRE DEMI-JOURNÉES PAR SEMAINE.....	4
SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT (S&A)	6
MALE SEX WORK (MSW).....	10
SEXWORK, MIGRATION ET VULNÉRABILITÉS (SWMV+)	11
COMMUNICATION	13
CENTRE GRISÉLIDIS RÉAL, ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUE D'ASPASIE (CGR).....	14
EXPERTISE ET ADVOCACY.....	14
TRAVAIL EN RÉSEAU	15
COMPTES	18
COMITÉ	20
PERSONNEL	20
REMERCIEMENTS.....	20

PERMANENCES & ACCUEIL : QUATRE DEMI-JOURNÉES PAR SEMAINE

L'accueil sans rendez-vous dans nos locaux est ouvert aux travailleur.se.s du sexe (TdS) et à toute personne intéressée ou concernée par la prostitution. L'équipe d'Aspasie se relaie dans cette tâche centrale, accompagnée régulièrement par Carla Schiess, bénévole de longue date.

Nouvelle matinée d'accueil

Au mois de mai 2016, nous avons instauré une **demi-journée supplémentaire de permanence** le mercredi matin, portant ainsi le nombre d'accueils hebdomadaires sans rendez-vous de **trois à quatre**. Effectuée au début dans le cadre d'un mandat avec un collaborateur du Temple des Pâquis, nous avons pu l'intégrer dans nos activités courantes dès le mois de décembre 2016. Ceci a été rendu possible grâce à un financement spécifique de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) octroyé dans le cadre du programme Sex Work, Migration et Vulnérabilités mis en place avec l'aide de la Confédération (voir à ce sujet le chapitre consacré à l'action SWMV+ sur l'Arc lémanique en page 11).

Cette nouvelle permanence d'accueil est principalement dédiée aux ressortissant.e.s de l'espace Schengen qui se rendent en Suisse pour effectuer le travail du sexe pendant les 90 jours annuels autorisés par la loi.

Durant cette période de huit mois, 33 permanences se sont tenues dans nos bureaux et ont conduit à 112 interventions (soit une moyenne de 14 interventions par mois). Par intervention, il faut entendre aussi bien les nouvelles demandes d'enregistrement que les renouvellements/suspensions d'autorisation, ou encore les prises de renseignements :

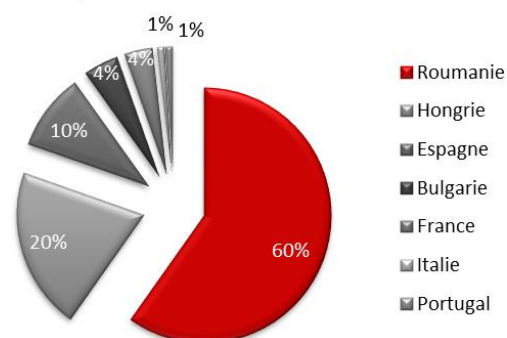
- Sur les 112 personnes rencontrées, 67 étaient roumaines, 23 hongroises, 11 espagnoles, 5 bulgares, 4 françaises. Les autres nationalités rencontrées étaient italienne (1) et portugaise (1). En outre, 40 étaient nouvelles (non connues, soit 36%), dont une de sexe masculin.
- 88% ont déclaré travailler au Boulevard Helvétique (99), 5% dans des salons (6), tandis que 7% ont indiqué travailler comme escortes ou en tant qu'indépendantes dans le quartier des Pâquis (7).
- Toutes les nouvelles personnes ont reçu une **documentation complète dans leur propre langue** sur le fairsexwork, les recommandations du safer sex, ainsi qu'une liste exhaustive pour les relais.

Un premier contact précieux

Ce premier contact avec des néo-arrivant.e.s s'avère très précieux, car il va bien au-delà d'un simple support dans les démarches administratives d'enregistrement *online* sur le site du Département fédéral de justice et police (DFJP) dédié à cet effet: il permet d'offrir un **entretien personnalisé** concernant les droits et les devoirs des personnes désirant effectuer le travail du sexe à Genève, ainsi qu'une information détaillée en matière de prévention des risques sanitaires liés à la profession.

En outre, il aide les personnes à se prémunir contre les abus et l'exploitation potentielle par des tiers, favorisant ainsi le libre-arbitre des nouveaux.elles TdS et leur autonomisation. Enfin, il permet une identification plus précoce d'éventuelles victimes de traite des êtres humains à des fins de prostitution, ceci avant même le début de leur activité et dans un cadre neutre et libre de toute contrainte. Grâce à cette nouvelle action, les synergies entre Aspasie et l'association-sœur **Boulevards** – qui offre un

Nouvelle permanence
Répartition par nationalité mai-décembre 2016



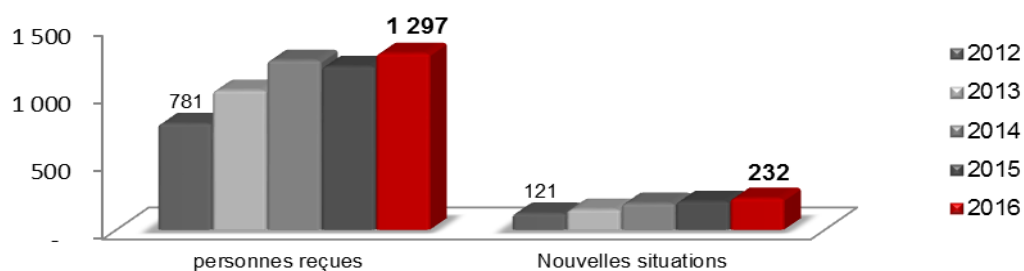
accueil bas-seuil de nuit au Bd Helvétique et aux Pâquis - ont encore été renforcées. Lorsque Boulevards effectue des relais vers Aspasia, les TdS - qui ont ainsi créé des liens avec nous dès leur arrivée - n'hésitent plus dès lors à faire appel à notre structure en cas de besoin.

Augmentation du nombre de TdS accueilli.e.s durant les permanences

Durant l'année 2016, nous avons répondu aux requêtes de **1'297 personnes**, dont une majorité de femmes (93%), ce qui correspond à une **augmentation de 8%** par rapport à 2015 (nouvelle permanence incluse). Dans 18% des cas, il s'agissait de situations nouvelles. Afin d'illustrer la diversité des demandes, en voici quelques exemples:

- E., jeune Hongroise qui travaille aux Pâquis depuis quelques mois, dit ne pas être *cartée* (en référence à l'enregistrement obligatoire des TdS auprès de la police, prévu par la LProst genevoise) et ne comprend pas de quoi il s'agit. Nous faisons appel à Julia, l'assistante sociale magyarophone de l'association Flora Dora à Zurich, qui traduit par téléphone. Il faudrait organiser une séance d'information pour le groupe de TdS hongroises nouvellement arrivées et qui n'ont pas été informées de leurs droits et devoirs.
- Permanence très fournie, durant laquelle une femme nous informe de l'existence de deux salons importants et illégaux selon elle, dans lesquels l'acceptation d'offrir des prestations non protégées semble être un prérequis pour l'engagement. La patronne l'a d'ailleurs refusée car elle n'est pas prête à faire des fellations naturelles (sans préservatif).
- Les femmes d'un immeuble abritant plusieurs salons se font importuner par le compagnon de l'une d'entre elles qui surgit à l'improviste dans les chambres sous des prétextes divers (visite de la chambre, demande de prestations gratuites, etc.). Il leur dit que de toute façon, il est le patron...
- Long téléphone avec une femme qui travaille dans un cabaret. Elle est malade, l'a annoncé au gérant, qui l'a congédiée. Elle demande si c'est « normal ». En discutant avec elle et les autres femmes qui sont avec elle lors de son appel, je réalise qu'elles ne savent pas si elles ont signé un contrat pour une assurance maladie qu'elles paient pourtant CHF 540 par mois, dont elles ne connaissent pas le nom et ne sont en possession ni d'une police ni d'une carte qui prouverait leur affiliation. Je leur propose de prendre rendez-vous pour clarifier cette question, elles hésitent, puis disent qu'elles vont y réfléchir.
- Calme pour un vendredi... Quelques passages et des questions qui tournent surtout autour des impôts. Une femme a reçu un courrier de Billag qui lui demande de s'annoncer afin de payer une redevance. Comme elle loge dans un salon, j'appelle Billag pour signaler qu'elle vit chez quelqu'un. Billag prend note et reconnaît que c'est à la locataire de payer. La femme repart heureuse de ne pas avoir à régler une facture de plus. Un homme se renseigne par téléphone sur les conditions à remplir pour ouvrir un salon de massage. Une connaissance, propriétaire d'un immeuble, lui aurait « proposé » un appartement dans lequel elle lui conseillerait de monter un salon « évidemment sans ébruiter la chose »... Quelles sont les conditions à remplir, les papiers à fournir, etc., figurent parmi ses questions.

Permanences & accueil 2016

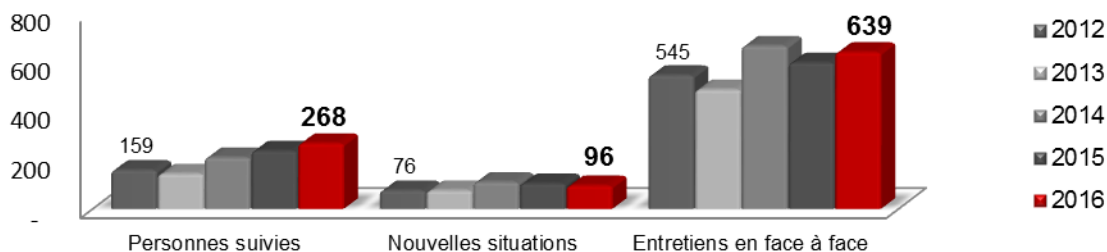


SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT (S&A)

Une augmentation constante des personnes qui s'adressent à nos services

Suivant la tendance observée ces dernières années, l'année 2016 a, une nouvelle fois, été marquée par une progression des demandes. En effet, nous avons suivi 268 personnes contre 237 l'année précédente, ce qui représente une **augmentation de 13%**. Parmi ces suivis, 18 concernent des personnes qui s'adressent à nous uniquement par mail, souvent depuis un pays étranger. Nous avons eu moins de nouvelles demandes qu'en 2015, 96 contre 104. 103 personnes ne sont venues qu'une seule fois, 114 entre 2 à 5 fois et 33 plus de 5 fois. Au total nous avons proposé 639 entretiens, contre 596 l'année précédente. Là encore, nous observons une **progression de 7%**.

S&A: Soutien & accompagnement 2016



Accompagner nos consultantes est une démarche primordiale

Les accompagnements vers d'autres institutions ont quasiment triplé ; nous nous sommes par exemple déplacées à 14 reprises avec des femmes qui rencontraient des difficultés majeures et qui nécessitaient un soutien plus rapproché pour faire avancer leur situation. En effet, certaines problématiques, comme le suivi post-agression notamment, exigent de multiples démarches : constat de blessures, dépôt de plainte, prise de rendez-vous avec l'instance d'aide aux victimes LAVI, avec un.e avocat.e, un.e psychologue puis contact avec l'Hospice Général pour une aide financière et la recherche d'un hébergement. Ces démarches, on le voit, impliquent de nombreux acteurs, ce qui s'avère particulièrement complexe pour une personne qui est encore en état de choc. Notre soutien à ce moment est primordial, proche et intense puisque, par notre accompagnement, nous assurons le lien et la cohérence des démarches entre les principaux intervenants et apportons à la personne victime expertise et bienveillance.

De nouvelles origines chez nos consultantes impliquent une adaptation de notre offre de suivi

Si la grande majorité de nos consultantes sont d'origine latino-américaine, 134 femmes contre 131 l'année dernière, nous avons rencontré cette année davantage de personnes originaires de Hongrie et de Roumanie qu'auparavant. En 2015, le nombre de femmes d'origine européenne s'élevait à 46, tous pays confondus. En 2016, elles ont été 68, dont 31 femmes d'origine roumaine ou hongroise.

Ce changement est important pour nous car nous ne maîtrisons pas les langues parlées par ces deux groupes, le hongrois et le roumain. Par conséquent, pour mener à bien nos entretiens, nous avons dû recourir à **17 reprises à des traducteurs**. Même si cela nécessite plus d'organisation et engendre des coûts, ces traductions sont indispensables pour garantir une compréhension réciproque autant de la demande que de ce que nous pouvons proposer. Au-delà de la langue, ces nouveaux suivis nous ont interpellées, car il s'agit d'autres manières d'organiser l'activité dans le travail du sexe. Dans le souci de veiller à ce que les femmes exercent sans contrainte, il est important de leur rappeler les conditions dans lesquelles exercer le travail du sexe est légal en Suisse, par le biais d'entretiens individuels. Pour les situations qui relèveraient de prostitution forcée, nous collaborons avec les partenaires du **mécanisme genevois de lutte contre la traite des êtres humains**. En 2016, nous avons suivi une personne victime de traite.

Le cadre de travail des TdS et les thèmes abordés restent stables

Nous recevons toujours une majorité de femmes qui travaillent dans la rue, 137 cette année. 18 personnes contre 12 en 2015 exercent leur activité chez elles, de façon totalement indépendante. Celles qui travaillent dans des salons sont quasiment aussi nombreuses que l'année précédente, 41 (42). Enfin, toujours plus rares, les suivis des danseuses de cabaret ont été effectués par e-mail, notamment pour des questions administratives liées au remboursement des cotisations AVS.

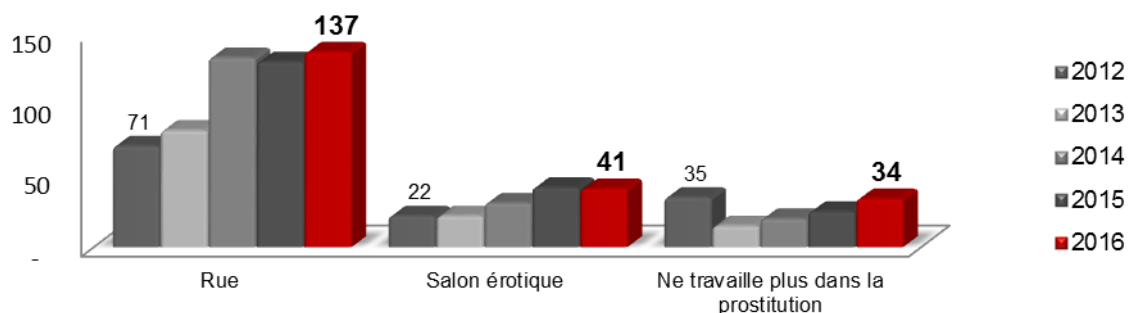
La majorité des personnes reçues en 2016 appartiennent à la catégorie des 30-39 ans, contre 40-49 ans en 2015. A relever que la fourchette d'âge de nos consultantes se situe entre moins de 20 ans (2 femmes) et des personnes âgées de plus de 60 ans (10 femmes).

De façon générale, les préoccupations des femmes tournent toujours autour de trois thématiques principales : les permis pour 80 d'entre elles, les assurances 107, et les impôts. Avec 117 déclarations remplies en 2016, nous poursuivons cette action, en constante augmentation, avec nos consultantes qui ont intégré l'enjeu que cela représente pour elles sur le plan de leur reconnaissance professionnelle et de leur intégration citoyenne.

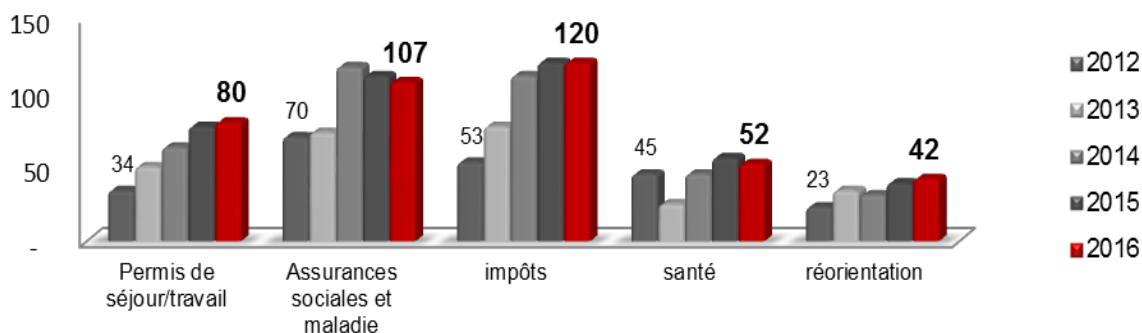
Les questions et préoccupations relatives à la santé concernent 52 personnes, contre 56 en 2015. Les sujets que nous traitons le plus se réfèrent à des problèmes gynécologiques. Les difficultés psychiques sont en grande augmentation, avec 12 personnes contre 6 l'année précédente.

La réorientation professionnelle est aussi en progression : 42 femmes ont évoqué ce souhait et ont été adressées vers **SOS Femmes**. La première étape de ce projet étant souvent l'apprentissage du français, nous distribuons de plus en plus d'information sur des organismes proposant des cours de français.

S&A: cadres de travail



S&A: thèmes abordés lors des entretiens



ASPASIE PRÉVENTION MIGRANTES (APM)

L'action de prévention auprès des travailleuses du sexe migrantes a vu le jour au sein d'Aspasie en 1996 et s'adapte constamment aux évolutions du terrain.

Etablir des relations de confiance

Aujourd'hui, l'infirmière en charge de la coordination de ce programme organise les visites de prévention dans les salons érotiques, les bars à champagne, les cabarets et aux Pâquis avec une équipe plurilingue de 4 médiatrices. Leur premier objectif est d'**établir des relations de confiance** pour transmettre les informations qui aident les travailleuses du sexe à prendre des décisions éclairées leur permettant d'aller vers plus d'autonomie. Chacune développe sa stratégie : entre soumission et revendication de leurs droits, la palette est large. Certaines femmes savent bien imposer leurs limites, d'autres, dépassées, demandent de l'aide à Aspasie, qui les informe et les soutient. On comprend donc l'importance de l'information qui précède et inaugure la liberté d'action.

Certains salons érotiques sont visités une seule fois par année, d'autres 2 ou 3 fois selon les facteurs de risques constatés. En 2016, 292 visites ont été organisées dans 129 salons, dont 12 nouveaux lieux. Ces visites ont permis la rencontre de **639 personnes**, dont **330**

nouvelles. La durée moyenne des entretiens est de 45 minutes, mais ce temps peut varier, pouvant atteindre 2h. Les interventions sont adaptées en fonction des lieux et des situations observées (nombre de personnes exerçant dans le salon, nombre de nouvelles rencontres, facteurs de risques constatés, sollicitations individuelles...). L'équipe d'APM échange avec les TdS sur les questions de santé et notamment de santé sexuelle, l'exercice du travail du sexe en Suisse, les droits des travailleuses,...Des situations de violences et/ou d'abus peuvent être observées. Elle **informe, conseille et oriente** en fonction des demandes et des besoins identifiés. En 2016, 537 entretiens ont été réalisés avec les travailleuses du sexe qui exercent dans les salons. En fonction des situations, l'équipe peut proposer des entretiens individuels, plus confidentiels, afin qu'une femme puisse aborder des problématiques plus intimes.

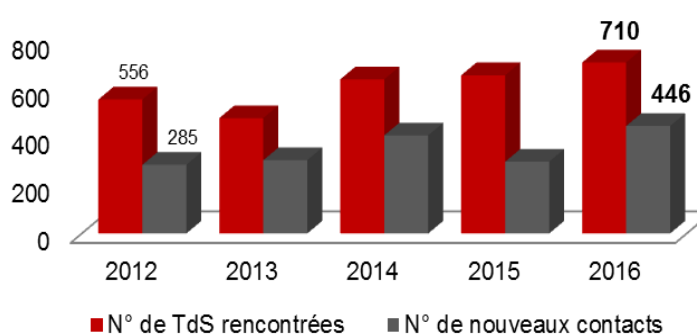
L'équipe d'APM s'est également rendue dans 5 cabarets (11 visites), ce qui a permis la rencontre de 104 personnes, dont 65 nouvelles lors de 92 entretiens. Nous avons aussi organisé 10 visites dans des « bars à champagne », rencontré 31 personnes dont 17 nouvelles, lors de 23 entretiens.

Avant de se rendre dans les lieux *indoor*, les médiatrices sont amenées à effectuer des tournées *outdoor* pour rencontrer les travailleuses du sexe qui exercent dans le quartier des Pâquis. En 2016, 71 personnes ont été rencontrées dans ce cadre, dont 34 nouvelles. 61 entretiens ont été réalisés pendant ces tournées à pied.

Les TdS rencontrées lors des tournées APM sont majoritairement européennes, les pays de provenance les plus représentés étant la France (27%), l'Espagne (23%), la Roumanie (19%) et la Hongrie (12%).

En décembre 2016, nous avons évalué notre action en réalisant une **enquête auprès de TdS** rencontrées lors de tournées salons (33 personnes interrogées). L'intervention d'Aspasie est toujours jugée utile, et les sujets considérés comme étant les plus intéressants portent sur les pratiques à risques, l'adaptation des outils de prévention (tailles des préservatifs, lubrifiants, Femidoms®, etc.) et l'accès au dépistage et à la vaccination de l'hépatite B à Genève.

Aspasie Prévention Migrants (APM)



Proposer des offres spécifiques de santé

Une offre de vaccination gratuite et anonyme pour les TdS, mise en place par Aspasia depuis de nombreuses années, existe toujours, grâce à la bonne collaboration avec le Centre médical du Léman et la mise à disposition des doses nécessaires par le Service du médecin cantonal. 36 injections ont été effectuées en 2016.

Faciliter l'accès aux soins et au dépistage

Pour favoriser l'accès aux soins, la coordinatrice d'APM a mis en place depuis plusieurs années des partenariats avec des professionnels de santé (laboratoire d'analyses médicales, médecins généralistes et gynécologues, etc.)

Un laboratoire du quartier des Pâquis propose, sur présentation d'un bon distribué par Aspasia, des analyses à prix réduit pour 5 infections sexuellement transmissibles (VIH, Hépatite B, Syphilis, Gonorrhée, Chlamydia) : 482 bons pour une vaccination gratuite contre l'hépatite B et des tests IST à prix réduit dans un laboratoire partenaire (Anabio) ont été distribués en 2016.

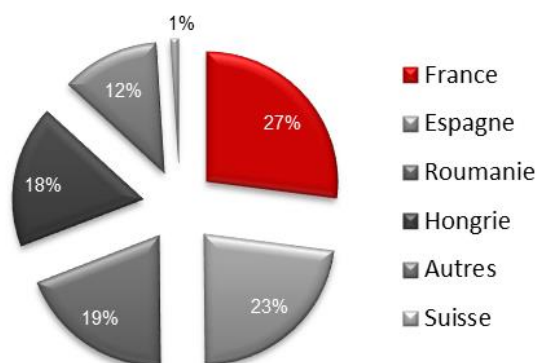
Malgré la création de ce partenariat qui a permis de réduire les coûts des dépistages notamment grâce au temps de travail bénévole offert par les professionnels de santé du centre médical du Léman, nous observons toujours des difficultés dans l'accès aux soins et au dépistage, notamment pour les TdS les plus précaires. C'est pourquoi en 2017, l'association organisera 2 fois par mois des **dépistages VCT** (VIH, Hépatite B, Syphilis) au sein de ses locaux, en partenariat avec le Groupe Sida Genève et les HUG.

De même, deux médecins gynécologues proposent, sur orientation d'Aspasia, des consultations à prix préférentiels afin de favoriser l'accès à des consultations et à des soins gynécologiques pour les femmes en situations de précarité (assurées médicales ayant de grosses franchises, ou Européennes non assurées). Malgré l'efficacité de ces partenariats, nous constatons toujours un non-recours aux soins chez de nombreuses femmes que nous accompagnons, pour des raisons essentiellement financières.

Séances d'information et de sensibilisation¹

Des membres de l'équipe d'APM ont travaillé en collaboration avec SOS Femmes à l'élaboration du contenu et de l'organisation des séances d'information et de sensibilisation à destination des travailleurs et travailleuses du sexe nouvellement inscrit.e.s à Genève. Cette nouvelle disposition doit être votée et inscrite dans la loi en 2017, puis appliquée par la suite. Ces séances auront pour objectif d'informer les TdS sur la prévention et la réduction des risques, les droits et les devoirs ainsi que l'identification des lieux de ressources en cas de besoin ou de difficultés.

APM : origine des TdS en 2016



¹ Un groupe de travail pluridisciplinaire composé de membres d'Aspasia, de SOS Femmes, du STTS et de la BTPI a été formé pour travailler la mise en place de ce projet.

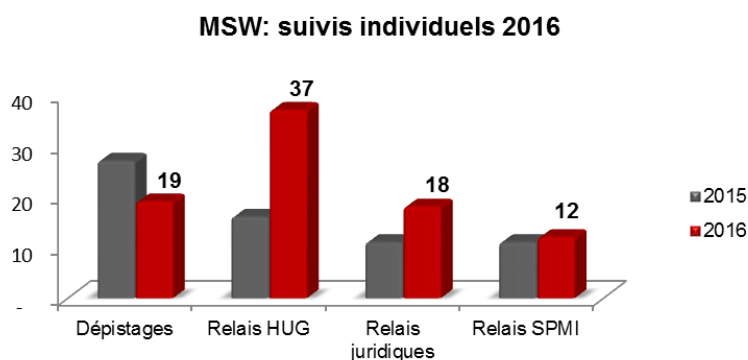
MALE SEX WORK (MSW)

Depuis 2013, grâce à une action de proximité et de rue, MSW a établi le lien avec de jeunes hommes principalement roumains en situation de grande précarité et ayant recours au sexe tarifé opportuniste, ainsi qu'avec de jeunes Subsahariens. En 2016, nous avons été intégrés au projet SexWork, Migration et Vulnérabilités (SWMV+), élaboré conjointement avec Fleur de Pavé (FdP) dans le canton de Vaud et soutenu par l'OFSP, incluant également les femmes et les personnes trans*.

Des enjeux similaires sur l'Arc lémanique

Concrètement nous sommes venus en appui au développement d'une action vers les hommes par FdP, grâce à de multiples rencontres et 2 tournées communes : d'une part nous avons pu constater que de jeunes hommes roumains étaient aussi présents à Lausanne, et avons pu définir des zones de rencontres HSH propices à des rencontres tarifées. D'autre part, cela nous a permis de proposer l'accueil des personnes trans* à une offre de VCT (*Voluntary Counseling and Testing*) pour le VIH et la syphilis au Checkpoint Genève dès la rentrée 2017.

Notre action vers ce public vulnérable nous avait déjà amenés par le passé à définir différents axes de travail prenant en compte les besoins spécifiques de notre public cible. En intégrant une démarche **d'éducation à la santé**, mais aussi la question de **projets de vie** et le développement d'alternatives à la rue, nous agissons sur les risques de passage à l'acte délictuel et sur les possibles condamnations et incarcérations qu'elles engendrent.



En ce qui concerne notre axe santé, nous avons pu l'étendre aux jeunes Subsahariens présents sur la zone des Pâquis. Pour la première fois, ils ont pu bénéficier d'un dépistage hors-murs de la syphilis à l'occasion d'une soirée associant Dialogai & Checkpoint, 360° et les Sœurs de la perpétuelle indulgence.

Lors de cette soirée, 8 jeunes

Guinéens ont fait un dépistage et 3 ont pu exprimer leurs pratiques HSH (hommes ayant du sexe avec des hommes). La qualité de l'accueil et les échanges qu'elle a suscités ont clairement démontré l'intérêt d'élargir nos outils au public subsaharien vivant principalement du deal de rue sur la zone des Pâquis et occasionnellement du sexe tarifé, mais aussi leur disposition à profiter d'une telle offre.

Un travail en flux tendu

En 2016, nous avons dû, afin de contenir nos heures, limiter le nombre de repas communautaires. Ces moments de convivialité réguliers ont toujours été très investis par les jeunes. La perte de ce rendez-vous bimensuel a eu pour incidence une plus grande difficulté à mobiliser les jeunes Roumains venant pour la première fois pratiquer le sexe tarifé à Genève.

L'intérêt de rencontrer les nouveaux arrivants (53 identifiés) lors d'une soirée et dans un autre lieu que la rue nous permettait de les mobiliser, à travers un VCT, sur les questions de pratiques sexuelles et de les interpeller sur les questions HSH et du sexe tarifé. En tout, 11 dépistages ont été accompagnés et traduits par nos soins. Par contre, 3 jeunes hommes se sont rendus en autonomie faire des dépistages, ce qui montre qu'ils ont bien identifié le Checkpoint comme un lieu ressource. De même, un jeune homme a pu bénéficier du protocole de soins mis en œuvre en collaboration avec les HUG pour le traitement de la syphilis.

Si l'axe santé reste la colonne vertébrale de notre action, nous ne pouvons occulter les **difficultés légales** auxquelles est confronté notre public. Même si les situations individuelles sont distinctes les

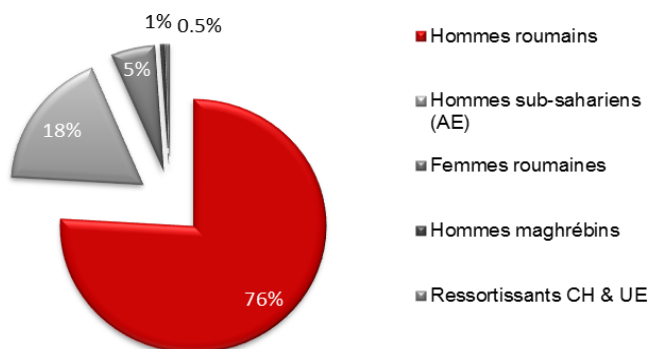
unes des autres, nous avons déjà noté la fragilité de notre public-cible face à une forte répression policière ou judiciaire (statuts, amendes, condamnations, incarcérations, renvois, interdictions de territoire, etc.). Nous avons souhaité pouvoir agir sur des situations récurrentes concernant, entre autre, la présence de mineurs en errance et sur la question de relais de soins pour le VIH en Roumanie. Sur ces deux points, un important travail reste à faire pour pouvoir apporter des réponses. Cette année nous avons suivi et accompagné individuellement **92 personnes**.

Médiation avec la police

C'est grâce à la constitution d'un groupe de travail au sein du **réseau STAMM** que nous avons pu mener une réflexion collective sur notre capacité à agir sur les questions de pratiques policières. Grâce à cette dynamique nous avons, en collaboration avec la police municipale et cantonale et avec le soutien de l'organe de médiation de la police, pu mettre en place une médiation pour limiter le nombre de contraventions portant sur l'occupation

de l'espace public. Ce processus a abouti à une rencontre entre 3 jeunes Roms et 5 policiers. Ce type de démarche vise à pacifier les rapports entre les différentes populations présentes sur notre zone d'intervention et à **renforcer la confiance et l'autonomie** de jeunes largement stigmatisés en leur offrant un espace de parole. De plus, dans un contexte genevois qui a vu la mise en place, début 2016, d'une Brigade anti-Traite et Prostitution Illicite (BTPI) regroupant 22 inspecteurs, il nous paraît essentiel d'inscrire les jeunes dans ces processus de lutte contre la traite ou l'exercice de contrainte.

Contacts MSW en 2016: 1429



Projet d'ateliers théâtre

En 2016, nous avons échangé et travaillé avec Myriam Boucris, la metteuse en scène de la compagnie Tohu Wa Bohu dans le cadre du projet "Caillou" mené conjointement avec le Théâtre de la Comédie et avec le soutien de la Ville de Genève dont l'objectif est de permettre à des groupes de personnes en situation d'exclusion et à des élèves apprentis comédiens, de se rencontrer et d'aborder différentes pratiques des arts vivants en participant aux grandes étapes de la création d'un spectacle. Des rencontres et des liens ont déjà été créés lors de tournées communes et lors de 2 repas communautaires avec l'ensemble des comédiens. En 2017, des ateliers de théâtre seront mis en place et ouverts à l'ensemble de nos usager-e-s afin qu'ils participent à ce processus de création.

Travail en réseau

Dans la continuité de l'action engagée, nous nous appuyons sur un fort travail de réseau et de partenariats. Pour 2016, ce sont 38 réunions de réseau, 7 tournées communes avec Dialogai, et des présences nocturnes répétées sur des lieux de rencontre HSH s'inscrivant dans notre engagement au sein du Groupe de travail « Agressions ». Nous avons à quatre reprises présenté notre démarche spécifique lors d'événements publics et pu accueillir sur notre terrain la personne en charge des MSW à Zurich ainsi que l'équipe « Bidonville » de Médecins du Monde en Seine-Saint-Denis (France).

SEXWORK, MIGRATION ET VULNÉRABILITÉS (SWMV+)

Les objectifs principaux de ce projet, financé par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et regroupant les associations-sœurs de l'Arc lémanique et de la Romandie², sont la prévention et la promotion de la santé à travers la réduction des risques et la pratique du *safe sex*. Le projet s'adresse

² A ce jour : Aspasia (GE), Boulevards (GE), Fleur de Pavé (VD), Grisélidis (FR), P.A.S.S. (NE) ;

en particulier aux personnes migrantes et à toutes les populations exerçant le travail du sexe dans des conditions particulièrement précaires susceptibles d'engendrer une vulnérabilité accrue.

Transfert de compétences

Les nombreux échanges et tournées effectuées conjointement sur Genève et Lausanne, dans des contextes similaires, ont permis d'identifier des problématiques communes en mettant à jour l'existence de travailleurs du sexe (MSW) vulnérables, de nationalité roumaine en particulier. Concernant l'approche spécifique des travailleuses du sexe trans*, il y a également eu plusieurs échanges entre Genève et Vaud, auxquels ont été associés Fribourg et Neuchâtel, ainsi qu'un échange avec Zurich (Isla Victoria).

Par ailleurs Aspasia a accueilli en juillet une travailleuse sociale hongroise de Zurich (Flora Dora) pour un stage d'une semaine. Elle a pu s'inspirer de notre manière de travailler et, en même temps, sa présence a rendu nos services plus accessibles aux nouvelles TdS magyrophones.

Développer et renforcer les actions de terrain pour être mieux identifié.e.s par les TdS, créer du lien et permettre le développement de dynamiques individuelles et communautaires

Le projet Internet est l'un des volets majeurs de cette action. Il naît avant tout d'un constat : le marché de la prostitution est soumis aux mêmes nouveaux paradigmes et dynamiques générés par la révolution numérique que n'importe quel autre marché. Il importe dès lors d'être capable de s'adapter à ces nouvelles dimensions et d'afficher une présence visible sur les canaux numériques afin d'assurer que les messages de prévention et le soutien que nous offrons atteignent nos publics cibles.

Une partie des fonds de ce projet de grande envergure est d'ores et déjà assurée grâce à la CoRom, qui a voté l'attribution d'une partie du fond inter-associatif pour son lancement. La prochaine étape consistera à trouver des financements supplémentaires pour pérenniser le projet et à conceptualiser tous les aspects du site, qui officiera à la fois comme plateforme d'annonces et comme support privilégié pour diffuser les pratiques fairsexwork (FxW) auprès de populations qui sont aujourd'hui plus difficilement atteignables. Le groupe de pilotage inter-cantonal, composé de délégués des associations (Aspasia, Boulevards, Fleur de Pavé et Grisélidis) et de personnes TdS, poursuit son travail en 2017.

En attendant que ce site devienne opérationnel (le lancement est prévu fin 2017), nous avons décidé, dans un premier temps, d'ouvrir un groupe de rencontre sur **Facebook**. Un mandat a été confié à un travailleur du sexe qui a mis en route « Conseils travail du sexe suisse » en octobre 2016. En décembre 2016, une médiatrice d'Aspasia a repris la modération du groupe et contribué à en augmenter considérablement la visibilité: 24 nouveaux membres ont rejoint le groupe dans les premiers jours de décembre; en outre, 142 *like* ont été recensés sur des sujets qui concernaient principalement le safesex et les violences faites aux TdS.

Les premiers résultats ont été très encourageants :

- Les membres inscrits se montaient fin décembre à 146.
- Les associations romandes distribuent, lors de leur travail de terrain, des cartes de visites pour faire connaître la page Facebook.
- Il est également intéressant de constater que de nombreuses TdS et associations, dont certaines de pays francophones proches comme la France ou la Belgique, sont d'ores et déjà devenues membres de ce nouveau groupe.

Un second volet de cet axe a consisté en 2016 à intensifier la collaboration et le **réseautage** avec des associations travaillant avec des personnes en grande précarité à Genève. Le STAMM est un regroupement d'une vingtaine d'associations qui partagent leurs préoccupations et certaines actions les concernant. Dans ce contexte, l'Union des associations musulmanes de Genève a invité notre équipe MSW à intervenir dans le cadre de leurs ateliers pour les primo-arrivants en abordant la question des échanges économique-sexuels dans le parcours migratoire.

Enfin, la nouvelle permanence mise en place en mai 2016 entre également dans cet axe et contribue à créer des liens précoces avec les primo-arrivant.e.s (voir le chapitre « Permanences & accueil » en page 4).

Adapter les offres aux besoins spécifiques des TdS trans*

Les échanges avec l'équipe d'Aspasie (la coordinatrice APM, une médiatrice culturelle transgenre et le responsable de Boulevards) et l'équipe de Fleur de Pavé ont permis d'identifier et d'évaluer les besoins des équipes sur le thème des TdS trans*. Une formation sur cette thématique a été organisée par Fleur de Pavé et délivrée par **Agnodice** le 6 décembre 2016. D'autres structures partenaires ont été invitées à y participer: Grisélidis (Fribourg), P.A.S.S (Neuchâtel), la PMU (VD).

Cette formation, en plus d'apporter un éclairage averti sur les plus récentes recherches menées autour des thématiques trans*, ainsi que sur les problématiques spécifiques aux TdS trans*, a également permis d'aborder, à travers un workshop avec tous les participant.e.s, différentes pistes qui nous permettront d'apporter un soutien ciblé aux personnes concernées et de proposer des relais vers des associations socio-sanitaires le cas échéant.

Suite à cette formation, une collaboratrice d'Aspasie a été désignée comme référente pour les futures actions spécifiques auprès des TdS trans* et la consolidation des liens avec les associations œuvrant pour ce public sur la région de Genève.

La coopération entre les deux collaboratrices de Fleur de Pavé et d'Aspasie référentes pour les questions liées aux personnes TdS trans* permettra de créer des synergies et des échanges entre les réseaux *TdS trans* friendly* présents sur l'Arc Lémanique, et transposables dans d'autres régions de Suisse.

Renforcer les collaborations avec les différentes offres existantes pour améliorer l'accès aux dépistages et aux soins

A Genève, outre l'opération de VCT menée conjointement en octobre 2016 avec d'autres associations (voir le chapitre « Male Sex Work » en page 10), deux initiatives d'Aspasie pour développer un accès régulier et gratuit au VCT pour les TdS ont avancé de manière significative :

- Des négociations menées durant l'année entre Aspasie, le Groupe Sida Genève et le Programme Santé Migrants ont abouti en décembre, ce qui permettra d'ouvrir un accueil VCT dans les locaux d'Aspasie début 2017 ;
- Parallèlement, l'ouverture du Checkpoint aux TdS trans* est devenue réalité ; par ailleurs l'accès de cette structure de dépistage au public féminin est envisagé et fait actuellement l'objet de discussions.

Enfin, un nouvel accord avec les laboratoires Unilabs, pour le dépistage des IST (Big5) à un tarif préférentiel dans tous leurs laboratoires de la région genevoise, a été conclu en décembre.

COMMUNICATION

Fréquemment sollicités par les médias, nous privilégions la communication dans la mesure où elle sert nos objectifs, favorise **l'amélioration des conditions de travail et de vie** des personnes qui exercent le travail du sexe, et met en lumière des réalités pour lesquelles nous nous battons, ou d'autres que nous devons parfois combattre. Nous avons encore accentué cette stratégie en 2016.

Ceci se traduit par une **communication choisie**. Autrement dit, il s'agit de communiquer moins, mais de manière plus ciblée et **pertinente en rapport avec notre mission**.

En 2016, nous avons répondu à 25 sollicitations de presse écrite, 5 émissions télévisées et 7 émissions radios ; nous avons abordé les dimensions politiques, économiques et juridiques du travail du sexe, telles que, par exemple, les enjeux de la LProst et ses conséquences sur le travail du sexe, le suivi du rapport d'évaluation de la Cour des Comptes, ou encore les chiffres de la prostitution.

Parmi les principales thématiques d'actualité traitées par les médias en 2016 :

- les lieux alternatifs de prostitution
- la suppression du statut d'artistes de cabarets pour les ressortissantes extra-européennes
- la prostitution au Boulevard Helvétique (en collaboration avec l'association-sœur Boulevards)
- les cours de sensibilisation (recommandation n° 12 du rapport de la Cour des Comptes)
- la vidéo-protection aux Pâquis
- l'impact de la pénalisation des clients en France voisine
- les chiffres de la prostitution à Genève
- le cadre légal

CENTRE GRISÉLIDIS RÉAL, ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUE D'ASPASIE (CGR)

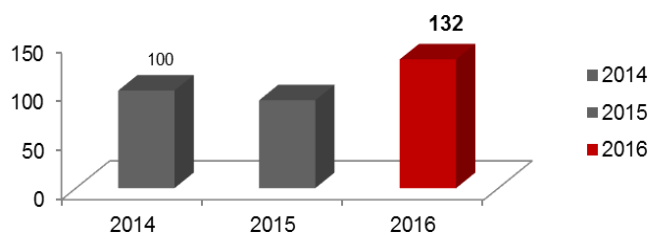
Le CGR, situé à la rue Amat aux Pâquis, accueille les mardis après-midi toute personne intéressée par la thématique de la prostitution, que ce soit pour des entretiens ou pour la consultation et le prêt de livres ou de documents. Par ailleurs, ce lieu permet d'organiser des événements ou des réunions, offrant ainsi un espace complémentaire et bienvenu aux locaux trop exigus d'Aspasie.

Aspasie prévoit d'intensifier la recherche des fonds nécessaires au développement de son centre de documentation afin de rendre accessibles les archives de **Grisélidis Réal** aux chercheurs, aux étudiants, ainsi qu'à toute personne intéressée. L'objectif de ce projet est le traitement de la documentation internationale sur la prostitution réunie entre 1975 et 2005 par Madame Réal (écrivain, peintre, prostituée 1929-2005) et la **mise à disposition publique de ses archives**.

Dès les années 1970, Grisélidis Réal a en effet attiré l'attention sur l'importance de faire circuler l'information au travers d'une documentation nourrie et diversifiée. Pendant plus de 30 ans, elle a constitué de manière systématique ce fonds documentaire important qui contribue au rayonnement de la valeur patrimoniale de Genève.

C'est également au CGR qu'une enseignante propose des **cours de français** aux TdS hispanophones des Pâquis. A noter une augmentation de près de 50% par rapport à 2015. Ces chiffres en forte hausse traduisent une volonté accrue d'apprentissage du français, souvent en vue d'une réorientation professionnelle.

CGR: n° de personnes inscrites au cours de français



EXPERTISE ET ADVOCACY

Les lieux d'expertise sur la prostitution présentant une vision objective du travail du sexe sont rares et il nous paraît essentiel qu'une approche pragmatique du travail du sexe puisse être communiquée aux personnes intéressées.

A ce titre, Aspasie est fréquemment sollicitée par des artistes (théâtre, photo, cinéma, etc.), abordant la thématique de la prostitution, ainsi que par des chercheurs et des étudiants de tout degré: école de culture générale, CFC, hautes écoles professionnelles, bachelors, masters, postgrades ou doctorats. La demande des étudiants reçus au Centre Grisélidis Réal est restée soutenue en 2016. En tout, **107 étudiant.e.s** ont été rencontrés.

Nous sommes régulièrement invités à animer des ateliers dans les Hautes Ecoles, les Universités ou

d'autres lieux de formation, ou à participer à certaines recherches. Nous avons collaboré avec la HETS dans un cadre socioculturel en participant à la création d'une pièce de théâtre interactive avec des TdS, ainsi qu'avec le Festival International du Film sur les Droits Humains (FIFDH) dans le cadre d'une exposition de photos sur la prostitution avec une prise de parole d'Aspasie. Nous avons également participé à une table ronde organisée autour de la pièce de théâtre « Un métier pas comme les autres », en présence de l'association Fleur de Pavé (VD), afin de mettre en lumière les différences et les similitudes du travail du sexe dans le Canton de Vaud et de Genève.

En plus des partis politiques, des commissions parlementaires (municipales, cantonales, nationales), des institutions ou des associations sollicitent notre expertise lorsqu'ils souhaitent se forger une opinion sur les multiples enjeux liés à la prostitution, tels que lois, santé publique, prévention, gestion territoriale, migration, etc. A ce titre, les **Cantons de Vaud et de Neuchâtel** ont sollicité notre expertise en 2016 afin de connaître notre position sur leurs nouveaux projets de lois sur la Prostitution (LProst). Nous sommes intervenus à **L'Office Fédéral de la Santé Publique** (OFSP) pour présenter le projet MSW. Nous sommes également intervenus lors d'une journée sur le thème Sexualité et Addictions organisée par le Groupement Romand d'Etudes des Addictions (GREAA), dans le cadre d'un atelier «Prostitution et Psychotropes : quelles relations ?», ainsi qu'à la faculté de sociologie de l'UNINE sur le thème « L'utilisation de la webcam érotique augmente-t-elle la probabilité de se prostituer ? ».

Enfin, dans le cadre de la **65^e session du CEDAW** (*Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women*) qui s'est tenue en novembre 2016 au Palais des Nations Unies à Genève et au cours de laquelle la situation de la Suisse en matière de droits des femmes était passée en revue, Aspasie est intervenue au nom du réseau ProCoRé et du FIZ de Zurich afin de transmettre les préoccupations des associations alliées et dénoncer les lacunes en matière de protection des victimes féminines d'abus ou de traite, ainsi que les contraintes toujours plus fortes exercées à l'encontre des travailleur.se.s du sexe en Suisse.

TRAVAIL EN RÉSEAU

ProCoRé

Aspasie est membre de ProCoRé, réseau national d'organisations, de projets et de personnes actives sur le terrain de la prostitution et qui défendent les intérêts des TdS en Suisse www.sexwork.ch.

En fonction des besoins, ProCoRé crée des groupes de travail, prend position face aux diverses avancées politiques (motions, initiatives, projets de lois, etc.) et, par ce biais, donne une voix aux TdS. En 2016, ce travail a été marqué de succès grâce aux interventions diverses et a également permis d'éviter des dégâts collatéraux. Plusieurs prises de positions ont été rédigées et des collaborations concrètes ont été menées dans divers groupes d'experts au niveau national.

Un des problèmes récurrent est la question de savoir **si tout.e.s les travailleuses du sexe exercent une activité professionnelle indépendante ou si le salariat peut être appliqué**. Les associations d'aide et les TdS naviguent dans un monde totalement kafkaïen à ce propos. Chaque administration interprète et applique ce que bon lui semble et les règlements mis en place peuvent être parfaitement contradictoires d'un canton à l'autre.

Le «groupe d'experts Hilber », mis en place par le Département Fédéral de Justice et Police en 2013, a été chargé d'élaborer des mesures pour mieux protéger les femmes travaillant dans l'industrie du sexe. Leur conclusion indique qu'à l'avenir, seule l'activité professionnelle indépendante devrait être autorisée. L'office des migrations (ODM), par contre impose aux cantons de considérer les TdS migrantes, travaillant dans un salon de massage, comme des employées (non salariées). Mais pour l'AVS, elles sont indépendantes et chaque administration fiscale cantonale a sa propre interprétation (taxées comme indépendantes, impôts à la source, forfaits basés sur un gain imaginaire, parcomètres sur le trottoir, etc.). Avec ces systèmes, les « employeurs » exploitants ont des gains considérables, les TdS payent, s'endettent et s'embrouillent.

A la recherche d'une réponse adéquate, ProCoRé a mandaté l'élaboration d'un avis de droit par le professeur Thomas Geiser de l'Institut de recherche sur le droit du travail de l'université de St-Gall. L'équipe a analysé certains contrats existants, élaborés par des exploitants ou par des administrations cantonales. Pour contourner l'art. 195 CP³, ces contrats ne répondent souvent pas aux exigences d'un véritable contrat de travail et n'engagent pas les charges de « l'employeur ». Pourtant selon l'avis des experts, *il n'y a fondamentalement pas d'obstacle pour qu'existe un contrat de travail salarié*. Ils proposent ainsi un contrat-type.

ProCoRé considère que dans le travail du sexe, comme dans tout commerce, le **principe de la liberté contractuelle** doit prévaloir. Ce principe, ancré dans la constitution fédérale par la liberté économique, est un **élément essentiel du droit suisse**. Dans le commerce du sexe, aussi bien le statut d'indépendante que celui d'employée doivent être possibles sur une base légale formelle, ainsi que l'illustre ce contrat-type qui offre la meilleure protection possible lorsque le statut d'employée est choisi.

CoRom

La CoRom (Coordination Romande) est un collectif d'associations actives en Suisse romande et qui bénéficient de fonds de l'Aide suisse contre le sida (ASS). Grâce à la mise en commun des compétences et à l'expertise de ses membres, ainsi qu'au travers de la création d'un fond participatif auquel les associations reversent la moitié de leurs subventions, elle contribue à créer des synergies fructueuses et promeut des projets d'envergure régionale. Grâce à ce réseau, Aspasia a notamment pu mettre en œuvre son projet innovant de plateforme d'annonces pour TdS élaboré avec d'autres associations de l'arc lémanique (voir le chapitre « SWMV+ » en page 11).

CAPAS

Nous faisons partie du Collectif d'Associations Pour l'Action Sociale (CAPAS) à Genève qui regroupait à fin 2016 trente-huit organisations. Nous remercions les responsables du CAPAS pour leur engagement précieux : ils en ont fait un lieu d'échange, d'actions collectives, de soutien mutuel et de collaboration plus que jamais nécessaire, à l'heure où la baisse des subventions publiques menace chaque année davantage la pérennité des associations actives dans le domaine social, et par là même le service aux personnes les plus fragilisées à Genève. Pour de plus amples informations : www.capas-ge.ch/new/news

Réseau Femmes

A raison d'une séance par mois, le Réseau Femmes a poursuivi en 2016 son engagement pour les associations féminines réunies en son sein et dont Aspasia fait partie. Le travail, démarré en 2015 sur l'élaboration d'un pré-projet pour des logements relais, s'est poursuivi intensivement cette année. Nous avons ainsi obtenu un accord de la Ville de Genève pour un droit de superficie et participé à la constitution d'une association ad hoc « Aux 6 logis » en vue de la gestion d'un immeuble de six appartements relais.

Autres structures

Pour leurs précieuses collaborations nous adressons nos remerciements chaleureux aux diverses structures, énumérées ci-dessous: 360°, Agnodice, Aide Suisse contre le Sida (ASS), Anabio, Appartenances-Genève, Association de Défense des Travailleuses du Sexe (ADTS), Association des locataires (ASLOCA), Bains des Pâquis (AUBP), Bien vivre aux Pâquis, Boulevards, CAPASGE, Caritas GE, Centre de Contact Suisses Immigrés (CCSI), Centre LAVI GE, Centre Médical du Léman, Centre Social Protestant (CSP), Chambre de l'économie sociale et solidaire (AprèsGE), Checkpoint Genève, Commission pluridisciplinaire sur la prostitution GE coordonnée par le département de la Sécurité et de l'Economie (DSE), Coordination Asile, Département de la Culture et du Sport Ville de

³ Se rend punissable celui qui *met en cause la liberté d'action d'une personne qui pratique la prostitution, qui la surveille par cette activité ou détermine le lieu, temps, l'étendue ou d'autres circonstances de la prostitution* ; art. 195 CP.

GE (invitations aux spectacles), Coordination VIH GE, Dialogai, Direction Générale de la Santé (DGS), Dr Bourrit, Espace Solidaire Temple des Pâquis (ESP), Fondation officielle de la jeunesse (FOJ), Groupe Sida GE (GSG), Haute école de travail social (HETS), HUG notamment CAMSCO, Gynécologie et Dermatologie, Hospice Général (HG), Ilotier de la gendarmerie des Pâquis, International Committee on the Rights of Sex Workers in Europe (ICRSE), Maison de Quartier des Pâquis, Mécanisme de coopération contre la traite GE, Mesemrom, Ministère Public, Network for Sexwork Projects (NSWP), Office fédéral de la santé publique (OFSP), Païdos, Partage, Pluriels, Police de Genève Brigade contre la traite et la prostitution illicite (BTPI), Première Ligne, Réseau femmes GE, Service juridique de l'Office cantonal de la population (OCPM) , Service de protection des mineurs (SPMIGE), Service du médecin cantonal, Sexualité et Handicaps Pluriels (SEHP), Service Social International (SSI), SOS Femmes, SOSPMM, STAMM, Survivre aux Pâquis (SURVAP), Syndicat des travailleuses et travailleurs du sexe (STTS) GE, Taskforce RMNA, Unité d'Action Communautaire des Pâquis (UAC), Unité de Santé Sexuelle Planning Familial GE (USSPF), Santé Sexuelle Suisse (SSS), Université (UNIGE).



COMPTES

ASSOCIATION ASPASIE GENEVE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2016 ET 2015

	2016	2015
	CHF	CHF
ACTIF		
<u>ACTIF CIRCULANT</u>		
Liquidités	95'614.75	129'265.49
Stock	2'462.50	2'864.10
Débiteurs divers	0.00	0.05
Actifs transitoires	51'766.40	15'106.32
Total actif circulant	149'843.65	147'235.96
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>		
Garanties bancaires	5'752.70	5'752.10
Total actif immobilisé	5'752.70	5'752.10
TOTAL ACTIF	155'596.35	152'988.06
PASSIF		
<u>CAPITAUX ETRANGERS A COURT TERME</u>		
Créanciers divers	13'454.60	7'975.65
Passifs transitoires	33'291.20	43'366.00
Total capitaux étrangers à court terme	46'745.80	51'341.65
<u>FONDS AFFECTES</u>	(note 1/a)	
Fonds affectés projet Assit.Juridique et Judiciaire	3'279.40	3'279.40
Fonds affectés projet Secrétariat	6'300.00	6'300.00
Fonds affectés projet Parc Informatique	5'286.10	5'286.10
Fonds affectés projet Site Internet	4'000.00	4'000.00
Total fonds affectés	18'865.50	18'865.50
<u>CAPITAUX PROPRES</u>	(note 1/b)	
Capitaux propres au 1er janvier	23'780.91	25'456.71
Fonds de réserve trésorerie	50'000.00	50'000.00
Fonds de réserve ajustement salaire	9'000.00	9'000.00
Excédent des (charges)/produits	7'204.14	(1'675.80)
Total fonds propres	89'985.05	82'780.91
TOTAL PASSIF	155'596.35	152'988.06

**ASSOCIATION ASPASIE
GENEVE**

COMPTE DE RESULTAT 2016 ET 2015

		Budget 2016 CHF	1.1.2016 au 31.12.2016 CHF	1.1.2015 au 31.12.2015 CHF
Subventions	(note 2/c)	643'646.00	734'028.00	608'829.70
Dons et cotisations	(note 2/d)	26'200.00	3'880.00	16'420.00
Vente de matériel de prévention		13'000.00	10'972.60	15'633.00
Autres produits	(note 2/e)	13'700.00	14'736.00	24'517.20
Etat de GE, emplois de solidarité(EdS)	(note 2/e)	0.00	3'877.20	0.00
Rbt Ass. Boulevards, salaires et charges	(note 2/e)	139'280.00	139'133.00	131'126.00
Total des produits		835'826.00	906'626.80	796'525.90
Frais du personnel	(note 3/f)	746'576.00	788'623.50	704'600.75
Frais des activités et des projets	(note 3/g)	11'100.00	20'517.56	13'883.17
Achats de matériel de prévention		13'000.00	11'180.87	12'390.15
Frais administratifs & autres charges	(note 4/h)	75'590.00	78'716.97	66'857.41
Total des charges		846'266.00	899'038.90	797'731.48
Excédent des (charges)/produits		(10'440.00)	7'587.90	(1'205.58)
Résultat financier	(note 4/i)	(480.00)	(383.76)	(470.22)
Excédent des (charges)/produits		(10'920.00)	7'204.14	(1'675.80)

COMITÉ

Présidente	Sara Arsever ;
Bureau	Sara Arsever, Sylvie Arsever, Christoph Jakob, Claudette Plumey, Elizabeth Zibung ;
Membres	Marie Anderfuhren, Sara Arsever, Sylvie Arsever, Floriane Ballif, Agnes Földhazi, Josie Gay, Christoph Jakob, Claudette Plumey, Sylvain Thévoz, Tania Tornay, Elizabeth Zibung ;

PERSONNEL

Equipe	Judith Aregger, Caroline Amstutz, Isabelle Boillat, Fabian Chapot, Eric Chevalier, Sarita Dumitriu, Caroline Gomez Keizer, Isabelle Lauper, Yamada Nakaoka, Fernanda de Oliveira Rodriguez, Mirjam Palanca, Maya Pfiffner, Julia Ponti, Marianne Schweizer, Michel Félix de Vidas, Gaëtane Wacker, Mireille Wehrli, Diane Zwygart ;
Mandataires Supervision	Judith Fiss, Dominique Hiestand, Mickael Karbowiak ; Gilles Hourton, Stephane Jacquemet, Marie-José Lacasa, Joanna Piorro Ferrand ;
Services IT	HTS High-Tech Services Sàrl, Thales IT;

REMERCIEMENTS

Nous remercions très chaleureusement les membres cotisants, les membres du comité et tous les employé.e.s, qui s'engagent tout au long de l'année pour permettre la mise en œuvre de la mission exigeante d'Aspasie. Merci aussi aux travailleuses et travailleurs du sexe qui nous font confiance et qui nous apprennent tous les jours comment améliorer nos prestations pour rester en adéquation avec les réalités de terrain. Et une reconnaissance toute particulière à :

Comité d'honneur :	Sandro Cattacin, Ruth Dreifuss, Liliane Maury-Pasquier, Albert Rodrik, Carlo Sommaruga ;
Bénévoles	Gilles Hourton, Martine Ruchat, Carla Schiess, Jehane Zouyene et diverses personnes ponctuellement ;
Subventions	Ville de Genève, Office fédéral de la santé publique (OFSP), Aide Suisse contre le Sida (ASS, CoRom), Etat de Genève (DEAS, DSE, BIE) ;
Dons	Communes : Aire-la-Ville, Carouge, Céligny, Choulex, Grand-Saconnex, Meinier, Meyrin, Onex, Perly-Certoux, Plan-les-Ouates, Pregny-Chambésy Satigny, Thônex, Vandœuvres ; Entreprises : Interdelta SA ; Transports Publics Genevois (TPG) ; Cotisations des membres et divers dons de personnes privées.

Grâce à son expertise depuis 1982,



...conseille et oriente toute personne exerçant le travail du sexe - Défend les droits fondamentaux des travailleuses.eurs du sexe - Œuvre à réduire les risques de santé bio psycho sociale - S'inscrit dans les processus de lutte contre la traite - Développe des stratégies de prévention et d'information VIH/ IST - Combat la stigmatisation et l'exclusion sociale.

36, rue de Monthoux, 1201 Genève, T 022.732.68.28, aspasie@aspasie.ch

Rapport 2016 | Coordination: Isabelle Boillat, Pénélope Giacardy, Marianne Schweizer | Mise en page et graphisme: Isabelle Boillat, Fabian Chapot, Pénélope Giacardy | Collaborations: Sara Arsever, Eric Chevalier, Caroline Gomez Keizer, Isabelle Lauper, Maya Pfiffner, Marianne Schweizer, Michel Félix de Vidas, Mireille Wehrli | Relecture: Michel Félix de Vidas.
Ce rapport est téléchargeable sur notre site www.aspasie.ch.